

CONSEIL D'ADMINISTRATION

MERCREDI 9 OCTOBRE 2024 – 9h45

Compte-rendu

Étaient présent.e.s :

- Christine BEAUCHEMIN-FLOT
- Martin BIDOU
- Eva BRUCATO
- Paul-Marie CLARET
- Sylvain CLOCHARD
- Frédérique DUPERRET
- Stéphanie JAUNAY
- Sylvie LARROQUE
- Stéphane LIBS
- Alix MENARD
- Elise MIGNOT
- Pascal ROBIN

Étaient excusé.e.s :

- Stephen BONATO pouvoir à Pascal ROBIN
- Natacha MAXIN

Y assistaient :

- Béatrice BOURSIER
- Virginie DEMARS
- Romane PÉRISSÉ

13 administrateur.ice.s sur 14 présent.e.s ou représenté.e.s.

1. Validation du compte-rendu du 4/09/2024

Le compte-rendu de la réunion de CA du 4 septembre 2024 est validé à l'unanimité.

2. Election du bureau

- Co-présidence

Comme annoncé lors de l'AG à Deauville, Stéphane Libs ne se représente pas en tant que co-président. Après presque 10 ans à ce poste, il souhaite voir une autre personne prendre le relai, à la fois pour faire face à des impératifs professionnels et pour éviter une concentration du pouvoir sur le long terme. La réforme Art et Essai a été une belle conclusion à son mandat, et il remercie les administrateur.ice.s de leur implication dans ce dossier.

Christine Beauchemin-Flot se représente à la co-présidence afin d'assurer une continuité ; cependant, elle aimerait également voir le poste tourner à terme.

Martin Bidou se présente à la co-présidence.

Christine Beauchemin-Flot et Martin Bidou sont élu.e.s à l'unanimité.

- Vice-présidence

Frédérique Duperret ne souhaite pas se représenter à la vice-présidence, et fait part de ses difficultés à s'impliquer pleinement au Conseil d'Administration en raison d'une surcharge de travail dans son cinéma. Sylvain Clochard et Elise Mignot se présentent en tant que co-vice-président.e.s et sont élu.e.s à l'unanimité.

- Secrétaire

Pascal Robin se représente et est élu à l'unanimité.

- Trésorier.e

Eva Brucato et Alix Ménard se présentent en tant que trésorière et trésorière adjointe et sont élues à l'unanimité.

Le nouveau bureau du SCARE est donc composé de :

- Co-président.e.s : Christine Beauchemin-Flot, Martin Bidou

- Vice-président.e.s : Sylvain Clochard, Elise Mignot

- Secrétaire : Pascal Robin

- Trésorière : Eva Brucato

- Trésorière adjointe : Alix Ménard

3. Remplacement Frédérique à la branche de la moyenne exploitation

Frédérique Duperret a posé sa démission à la commission de branche de la moyenne exploitation, un poste est donc vacant pour le SCARE. Stéphanie Jaunay se propose de la remplacer.

Les commissions de branche sont majoritairement composées de salles généralistes et privées, et le SCARE a souvent une voix dissonante dans les réunions. Les administrateur.rice.s présent.e.s dans les commissions remarquent également qu'une division entre salles privée et salles publiques se creuse, ignorant les problématiques spécifiques des salles publiques.

4. Retour sur l'AG et le congrès de la FNCF

L'Assemblée générale s'est tenue à Deauville le mardi 24 septembre, lors du Congrès de la FNCF. Les personnes présentes ont fait de très bons retours. Les adhérent.e.s ont apprécié avoir un compte rendu exhaustif des activités du syndicat pendant l'année. Le pot à la fin de l'AG a également été apprécié. Les administrateur.rice.s ont trouvé l'AG un peu trop longue, mais les échanges étaient très enrichissants. Si l'AG 2025 ne se tenait pas à Deauville ; une réunion dans un format similaire à celle de 2023, avec un échange plus horizontal avec les adhérent.e.s, est préconisé. Cela fournira un espace de discussions pour les sujets plus spécifiques des cinémas Art et Essai au sein du congrès.

Les retours suivants sur le congrès 2024 sont exprimés :

On ressent des divisions qui se creusent, à la fois entre salles privées et salles publiques, et entre grande et petite/moyenne exploitation. La grande exploitation se sent lésée par le système d'attribution du SFEIC et souhaite le revoir à leur avantage ; de plus, elle attaque la petite et moyenne exploitation, surtout indépendante, pour concurrence déloyale en programmant les mêmes films en sortie nationale avec des tarifs inférieurs, pratiqués grâce à des subventions. En même temps, la petite et moyenne exploitation dénoncent les pratiques de programmation des circuits, qui démultiplient les copies des films art et essai porteurs et captent de plus en plus le public des salles indépendantes.

La FNCF a appelé à la solidarité au sein de l'ensemble de l'exploitation.

Les problématiques d'éducation à l'image ont également animé les débats, face au constat d'un désengagement progressif de l'Education nationale et de certaines collectivités locales. Les propos tenus par Olivier Henrard, Président par intérim, sont inquiétants : il a affirmé l'impossibilité de poursuivre discussions en faveur d'une prolongation d'exceptions pour le cinéma, dans l'application des directives de l'Education nationale sur la formation des professeur.e.s sur le hors temps scolaire, lors du débat avec les pouvoirs publics. Il a défendu le développement d'autres formes de formations pour les professeurs, comme les ressources en ligne. L'Archipel des Lucioles et les coordinations des dispositifs lui ont adressé un courrier pour l'alerter sur les risques que présentaient ces directives. Certaines régions sont déjà très affectées, avec une désinscription massive des professeur.e.s et un mécontentement manifeste de tous les acteurs.

5. Prochaine AG 2025

Le SCARE souhaite organiser son AG indépendamment des rencontres Art et Essai de Cannes ou du congrès de la FNCF, et s'est donc rapproché du DIRE et du SDI pour se rassembler lors d'un événement commun. Le SDI fête les 10 ans des Rencontres du Cinéma Indépendant en 2025 et compte marquer la date avec leur tenue en juin à Paris. Les trois syndicats sont en discussion pour élargir l'événement, en intégrant des films et line-ups du DIRE et l'AG du SCARE.

Une AG à Paris permettrait au SCARE de retrouver certains de ses adhérents, les plus petites salles qui ne font pas nécessairement le déplacement jusqu'à Deauville. De nombreux adhérent.e.s sont situés en Ile de France, et Paris est facilement accessible depuis toute la France.

La date n'est pas encore fixée : il faudra se concerter avec les associations régionales et organisations professionnelles pour ne pas empiéter sur d'autres AG et événements. Pour l'instant, la 3^{ème} semaine de juin est envisagée.

La question du maintien du déjeuner à Cannes et de la réunion lors du congrès à Deauville est posée. Chaque événement a sa pertinence et est apprécié des adhérent.e.s ; les partenaires sont également heureux de soutenir l'organisation du déjeuner à Cannes, et permettent de le rendre viable financièrement. L'organisation de l'AG en juin nécessiterait de nouveaux fonds, mais la majorité de l'organisation serait prise en charge par le SDI, qui bénéficie d'une subvention du CNC. Le montage financier et la répartition entre les trois structures sera à rediscuter, mais ne devrait pas mettre en danger les finances du SCARE. Il faudra également réfléchir à la pérennisation de cet événement à Paris pour les années suivantes, le SDI souhaitant organiser ses rencontres en dehors de Paris les années suivantes.

Les administrateur.rice.s votent à l'unanimité en faveur de l'organisation de l'AG à Paris, et du maintien du déjeuner à Cannes et de la réunion à Deauville.

6. RV Sarah Legrain, députée Commission culture sur le PLF 25

Sarah Legrain, députée LFI membre de la commission culture de l'Assemblée nationale, a auditionné le SCARE conjointement à l'AFCAE, le SDI et le DIRE pour préparer le Projet de Loi de Finances 2025. Elle annonce à cette occasion qu'elle a obtenu le siège de membre désigné par l'Assemblée Nationale au Conseil d'administration du CNC.

Ont été rappelés :

- la demande de maintien des taxes additionnelles du budget du CNC et la non augmentation de la TVA de 10% sur les billets de cinéma ;
- Les difficultés de l'éducation à l'image (RCD et retrait des budgets de collège de 4 départements), les dégâts sur les baisses drastiques d'inscriptions des classes ... Elle a déposé l'année dernière une demande de fonds de soutien pour ces dispositifs, non adoptés, qu'elle va redéposer.
- Les engagements de programmation et de diffusion
- Plus largement les points de la loi Bacchi à revoir et l'aménagement cinématographique
- La fragilité des économies des salles indépendantes
- Le contexte avec les circuits et la concurrence

- Les plans de sortie ;

- La lutte contre le piratage ;

7. RV CNC Commissions Art & Essai

Lors de la réforme Art et Essai, le CNC a augmenté le nombre de commissions de 5 à 8. De nouvelles personnes doivent donc être nommées dans ce redécoupage. Une première réunion a été organisée avec le CNC, la FNCF, le GNCR et l'AFCAE pour suggérer de nouveaux membres. Les administrateur.rice.s refont le point pour proposer des noms.

8. RV Médiateure du cinéma et médiations récentes

Plusieurs salles sont entrées en médiation avec StudioCanal pour L'Amour Ouf, que le distributeur a exclu d'office des salles indépendantes. Le film n'a pas pu être encore proposé au vote du collège de recommandation, en raison de son absence sur la plateforme de visionnement, mais il est à ce stade présumé Art et Essai du fait de sa sélection en compétition à Cannes. StudioCanal ne perçoit pas le film comme Art et Essai, et refuse donc de démultiplier les copies pour en donner une à un indépendant, là où certaines villes de taille moyenne se partagent 3 copies entre non indépendants.

Des médiations ont également été entamées avec Pathé pour Monsieur Aznavour, dont le plan de sortie a également tendance à exclure les indépendants de facto.

Des multiplications ou déplacements de copie ont été demandés en médiation, mais les délais d'injonction sont trop longs et les salles ont peu de chances d'obtenir une copie avant la sortie du film.

Les programmateur.rice.s constatent un renforcement de ce phénomène d'exclusion selon la typologie des salles, et dénoncent cette pratique qui ne prend pas en compte les situations particulières des salles. De plus en plus de distributeur.rice.s renforcent également les conditions de programmation, tout en multipliant les copies. Par exemple, Warner demande aux salles de banlieue une tenue de 5 semaines dont 3 semaines en plein programme pour leurs enfants après eux, tout en programmant le film dans des circuits en concurrence directe, alors que le film est recommandé Art et Essai.

Le SCARE a envoyé un courrier à la Médiatrice pour alerter sur ces phénomènes et demander l'arrêt de la discrimination des salles sur des critères généralistes.

La médiatrice compte faire une étude sur l'état de la concurrence sur une trentaine de villes afin d'émettre une recommandation.

Le SCARE compte également relancer le groupe de travail autour de la programmation avec les distributeur.rice.s et les organisations professionnelles.

9. Cartes illimitées UGC / Tensions distribution et circuits

Des salles garanties de la carte UGC Illimitée ont reçu un appel de UGC concernant des suspicions de fraude, en ciblant des spectateur.rice.s utilisant trop leur carte (allant à l'inverse du principe de l'illimité). Cela a pu révéler des fraudes de la part de certain.e.s agents d'accueil, mais certaines cartes sont celles de spectateur.rice.s habitué.e.s, dont UGC exige le remboursement des places.

Les pratiques concurrentielles d'UGC sont de plus en plus agressives, tant au niveau de la programmation que de l'utilisation des cartes illimités.

10. Films abîmés

Christine Beauchemin-Flot a rejoint un groupe de travail monté par Caroline Bonmarchand, productrice et Fabienne Sylvestre, du Lab femmes de cinéma, afin de réfléchir à la sortie des films abîmés, c'est-à-dire des films entachés par des affaires de VHSS autour de la production ou de l'équipe.

Ce sujet est pour l'instant peu investi par l'exploitation. Cependant de plus en plus de discussions sont organisées, par l'AFCAE notamment et le Marché International du Film Classique. Béatrice Boursier interviendra lors de la table-ronde sur le sujet qui y est organisée.
Le SCARE doit s'emparer de cette question afin de donner des outils aux programmeur.rice.s et équipes de cinéma souvent esseulés, pour pouvoir faire des choix en toute conscience, et en sachant comment réagir en conséquence dans la relation au distributeur et au public.

11. Questions diverses

- Finances

Le SCARE a besoin d'un nouveau soutien financier pour avancer sur les projets data. L'équipe va monter des dossiers de subvention auprès du CNC et de l'Europe afin de développer les parties Agenda ouvert et Open Film.

L'équipe va également revoir les tarifs de formation à la hausse.

La séance est levée à 14h.